

Samuel Grzybowski : « La gauche doit mobiliser l'imaginaire des terroirs »

Après une année marquée par la montée de l'extrême droite dans les territoires ruraux et périurbains et une crise agricole sans précédent, Samuel Grzybowski, militant et essayiste, invite la gauche à se tourner vers les identités locales.

[Mathieu Dejean](#) et [Amélie Poinssot](#)

25 décembre 2024 à 16h15

Et si le rebond de la gauche était à trouver du côté des terroirs ? Cette combinaison subtile entre un territoire, une alimentation, des savoir-faire et des traditions ? C'est ce que prône Samuel Grzybowski, dans un essai stimulant paru en cette fin d'année aux éditions du Faubourg, *Les Terroirs et la gauche. Un amour méconnu*.

Pour ce militant engagé en politique de longue date – il fut à l'initiative de la Primaire populaire à gauche en 2022, il est aujourd'hui membre du cabinet du maire de Montreuil, Patrice Bessac –, valoriser les terroirs permettrait à la gauche de renouer avec ses combats historiques. Un tel projet, « *solidaire* » et « *écologique* », serait en outre d'une grande portée pour regagner du terrain face à l'extrême droite, après une année marquée par [la crise agricole](#) et à l'aube de nouvelles échéances électorales. Entretien.

Mediapart : Dans votre livre, vous soutenez que le terroir est une notion de gauche. Pourtant, de Pétain jusqu'au Rassemblement national (RN), l'extrême droite s'est approprié ce concept en flattant les identités locales. Pourquoi voulez-vous lui disputer ce terme ?

Samuel Grzybowski : Parce que je suis sensible aux affects qu'il suscite chez les gens et que les différentes expériences que j'ai vécues en France avec l'éducation populaire, le militantisme politique, les luttes locales m'ont permis de côtoyer des gens pour qui le terroir était un univers tellement fécond que je trouvais dommage que la gauche ne parle pas à ces personnes-là. Il ne s'agit pas d'aller sur le terrain des autres : le terroir était historiquement dans notre agenda, mais on se l'est fait confisquer par la droite. Il y a tout un univers à réinvestir.

Je me suis d'ailleurs rendu compte en écrivant le livre que ce n'était pas la première fois que l'on se faisait confisquer une invention conceptuelle. La « patrie » en est un autre exemple. À l'origine, c'est une notion complètement cohérente avec le projet politique de la gauche. Or aujourd'hui, les seules personnes qui se disent patriotes sont en fait des fachos.



Samuel Grzybowski dans les locaux de Mediapart, le 19 décembre 2024. © Photo Sebastien Calvet / Mediapart

Pourquoi les terroirs sont-ils historiquement dans l'agenda de la gauche ?

Parce que c'est l'agenda des « damnés de la terre ». La notion de terroir apparaît en France en même temps que celle du droit du sol. C'est l'idée que ce sont le sol, la ressource et le partage de cette ressource qui fondent la communauté – et derrière, la nation puis la citoyenneté.

C'est la verticale inverse de celle de la suggestion qui descendait de Dieu, du roi, pour aller vers les sujets. Elle vient du dessous, et c'est cela qui fait qu'en 1791, les révolutionnaires décident de naturaliser les juifs. On est la première société depuis la chute du temple en 70 après Jésus-Christ à accorder la citoyenneté aux juifs. C'est le principe du droit du sol : vous êtes du sol, donc vous êtes françaises et français.

Le concept de terroir émerge de cette observation particulière de ce que la terre produit – pas simplement une alimentation, mais aussi des relations, des pratiques, des façons de faire communauté et des façons de faire politique. Progressivement, la notion a été récupérée. Par Pétain bien sûr, avec son discours du 25 juin 1940 : « *La terre, elle, ne ment pas.* » Mais aussi par le capitalisme, qui en a tiré des produits qui se commercialisent. Ces deux récupérations – le produit du terroir et l'identité locale contre l'identité universelle – sont des invitations à ce que la gauche se réapproprie cet univers.

Vous réhabilitez en quelque sorte l'idée d'une identité locale. Une notion qui peut être dangereuse, excluante...

C'est un terrain sur lequel la gauche n'est pas à l'aise, car on ne se trouve pas, là, dans un univers sémantique cohérent avec notre histoire. On doit pourtant avoir une pensée de l'identité qui soit de gauche. À partir du livre d'Amin Maalouf, *Les Identités meurtrières*, j'ai recensé les quatre principaux vices de la relation à l'identité. Le fait d'essentialiser, le fait de considérer qu'elle est de toute éternité, le fait de considérer qu'elle est immuable, et le fait de considérer qu'elle est un prétexte pour la relation, donc enfermante.

Il faut mobiliser l'imaginaire des terroirs, non pas comme quelque chose de folklorique, mais comme une histoire des pratiques et des savoir-faire.

Je propose pour ma part une identité vivante, mouvante, ouverte, relative. Quand on entretient une relation à l'identité de cette manière, on fait exister l'altérité. C'est la métaphore de l'arbre : plus l'arbre a des racines profondes – c'est l'identité –, plus ses branches sont ouvertes – c'est l'altérité, la relation. Et inversement, plus les branches s'ouvrent, plus l'arbre doit s'ancrer.

C'est un sujet compliqué pour la gauche, qui ne l'a jamais investi. Mais peut-être que l'intersectionnalité apparue ces dernières années va remettre l'identité au goût du jour. Pas simplement pour dénoncer la façon dont elle est utilisée pour exclure, mais aussi pour lui dessiner un nouveau rôle. J'ai vu comment, dans certains terroirs comme le Maconnais, à Taizé plus précisément [*communauté chrétienne œcuménique fondée en 1944, lieu chaque année de rencontres internationales* – ndlr], elle pouvait servir l'accueil, être un moyen de mettre les personnes en sécurité affective et politique.



Dans les locaux de Mediapart, le 19 décembre 2024. © Photo Sebastien Calvet / Mediapart

Dans ce village de cinquante habitants, il y avait un vote d'extrême droite, mais les frères ont toujours été très actifs pour intégrer les réfugiés envoyés par la préfecture. Ils ont permis à ceux-ci d'avoir un travail auprès de gens du terroir qui avaient des besoins de main-d'œuvre. Et le vote d'extrême droite a disparu. Ces agriculteurs ont compris qu'intégrer des personnes de l'extérieur ne menaçait pas leur ancrage dans ce petit coin de Bourgogne.

Votre livre paraît à un moment où il y a un contraste électoral très net entre une gauche très urbaine et une extrême droite de plus en plus forte dans les zones périurbaines et les campagnes. Qu'a raté la gauche dans ces territoires ?

Cette rupture est beaucoup plus ancienne que la note de Terra Nova [*laboratoire d'idées proche du PS qui a publié en 2011 une note préconisant de se détourner des ouvriers et employés pour aller vers l'électorat urbain – ndlr*]. Dans [Une histoire du conflit politique](#), Piketty et Cagé mettent en exergue un écrit de 1791, publié dans une revue des Mauges – le terroir au sud d'Angers –, qui parle de la « *trahison des élites de la gauche* ». On est juste deux ans après l'apparition du clivage droite-gauche... Et l'on reproche à la gauche d'avoir refusé de prendre en compte dans les cahiers de doléances la proposition de partage des terres. Les constituants, qui sont majoritairement bourgeois, ont mis aux enchères les terres confisquées à la noblesse, à la fois pour remplir les caisses de l'État et pour se servir au passage. Les paysans, eux, n'auront pas les moyens d'acheter ces terres.

À lire aussi

[Congrès du PS : Philippe Brun lance son mouvement pour faire entendre sa « ligne populaire »](#)

19 décembre 2024

La trahison est déjà très forte à ce moment-là. Elle s'est renforcée ensuite avec le vote ouvrier, et parce que le milieu urbain est le lieu principal que la gauche a choisi d'investir dans la lutte contre le capitalisme. Le divorce est donc plus ancien que la stratégie d'une gauche bourgeoise d'aller vers les classes bobos, sociales-libérales, etc. On s'inscrit sur une très longue histoire, qui pour moi est un examen de conscience presque ontologique de ce qu'est la gauche.

Mais on ne peut pas abdiquer. Et je crois qu'une piste pour s'en sortir est de valoriser les terroirs. C'est un moyen de reconnaissance de la dignité propre des habitants. Il faut mobiliser cet imaginaire, non pas comme quelque chose de folklorique, mais comme une histoire des pratiques et des savoir-faire.

C'est quoi un programme de gauche qui s'adresserait à ces territoires qui se sentent abandonnés ?

Il faut commencer par ce qui est fondamental dans nos vies : l'alimentation et le logement. La première chose visible dans un terroir, c'est qu'il produit une alimentation particulière qui respecte des conditions géomorphologiques. Les gens sont attachés à ça. La gauche pourrait s'en inspirer, même d'un point de vue protocolaire : si la gauche arrivait au pouvoir, le ministre de l'alimentation et de l'agriculture devrait être le premier dans l'ordre des ministres d'État.

La tradition de nos programmes politiques, c'est le régalien et le triptyque « social, écologie, démocratie ». Je trouverais percutant et pertinent de partir de ce qui est le plus fondamental – se nourrir, se loger, se vêtir –, comme le proposait [la Convention citoyenne pour le climat](#). Mettre l'alimentation en premier dans un discours politique, on ne l'a jamais fait. Or la crise agricole témoigne bien d'une nécessité.



Dans les locaux de Mediapart, le 19 décembre 2024. © Photo Sebastien Calvet / Mediapart

Cette crise a aussi montré cette année que la gauche était rejetée par une partie croissante du monde agricole, qui s'oppose aux réglementations environnementales. Comment réconcilier agriculteurs et avancées écologiques ?

J'ai récemment rencontré des salariés de l'Inao [*institut national chargé des signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine, comme l'Appellation d'origine protégée (AOP) – ndlr*]. Ils m'ont dit être perçus par les agriculteurs comme des contrôleurs fiscaux, des gens qui viennent imposer des normes. C'est ce qu'il faut changer, car l'Inao a été pensée pour protéger les pratiques et le savoir-faire des agriculteurs ! Si ceux-ci ont l'assurance d'avoir le soutien nécessaire pour entamer le processus de conversion aux normes environnementales – un processus qui est bon pour leur santé et pour celle de leurs enfants –, je ne vois pas pourquoi ils continueraient à s'y opposer.

Le travail de réflexion de la gauche sur cette question est trop marginal. Et c'est contradictoire avec le fait qu'à la Fête de l'Humanité on ne cesse de valoriser ce que chaque fédération du PCF nous apporte de sa singularité culinaire et agricole.

François Ruffin et Jean-Luc Mélenchon se sont affrontés sur ce thème : pour résumer, le premier insiste sur le nécessaire travail militant dans les bourgs, l'autre dans les quartiers populaires. Faut-il dépasser ce clivage et comment ?

Ils disent en fait tous les deux la même chose : il faut parler à tout le monde. Mais force est de constater qu'ils ont des stratégies différentes pour gagner et que chacun a des angles morts.

C'est pourquoi François Ruffin est perçu comme [un réac par ceux qui militent dans le champ de l'antiracisme et du féminisme](#).

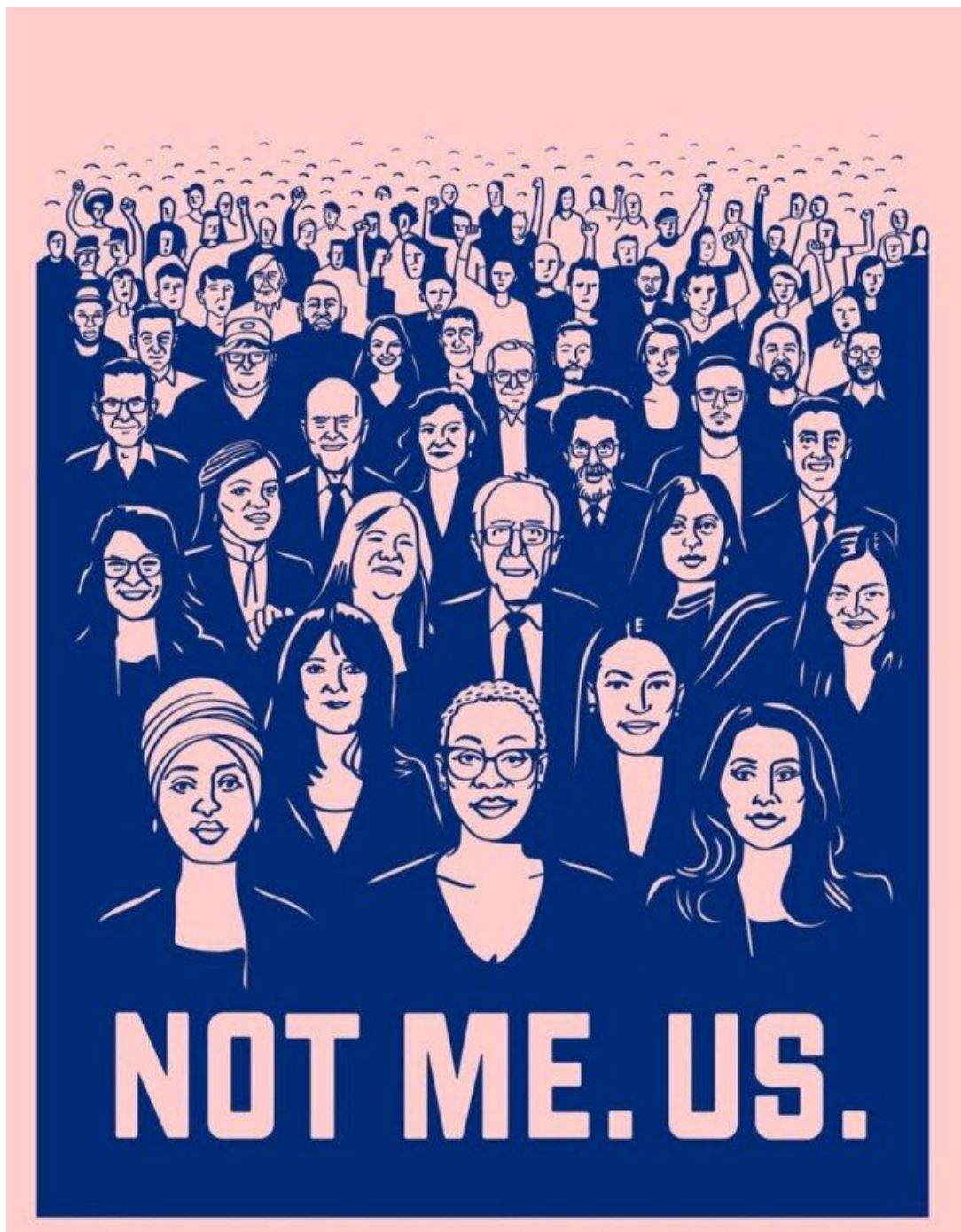
Pour harmoniser ce débat, il faut bien distinguer deux questions. Au service de qui on travaille ? Et par qui on gagne ? On travaille au service des victimes d'injustice : les femmes, les personnes racisées, les personnes les plus précaires – et peut-être que parmi ces plus précaires on a oublié les personnes qui nous nourrissent. Et pour gagner, Mélenchon propose de se concentrer sur les jeunes et les quartiers populaires. Cela ne me choque pas, c'est une stratégie qui peut se défendre dans un cadre où on est suffisamment nombreux et « arc-en-ciel » [du titre de l'essai d'Auréli Trouvé paru en 2021, Le Bloc arc-en-ciel – ndlr] pour parler à tout le monde. Mais cela nécessite de faire une équipe.

Il faut qu'un candidat ou une candidate soit désigné·e par un processus qui permette de fabriquer non pas un chef suprême [...], mais un leader qui va devenir un chef d'équipe.

Tant qu'on se contente d'un leader hégémonique qui répond à tout, on se condamne à avoir des angles morts et à susciter du rejet à certains endroits. C'est pourquoi je défends l'idée d'un *shadow cabinet*, avec une personne identifiée à gauche pour chaque domaine – agriculture, social, écologie...

Ça voudrait dire quoi en cas de campagne présidentielle anticipée ? Présenter une candidature collégiale ?

Récemment en interne aux [Victoires populaires](#), qui est la suite de la Primaire populaire, nous avons trouvé une affiche de la campagne de Bernie Sanders pendant la primaire démocrate : on le reconnaît clairement au milieu, mais au premier rang il y a la « squad » [*« l'équipe », figures progressistes et racisées du Congrès américain depuis 2020 – ndlr*], et tout autour il y a le peuple. C'est ce que doit faire la gauche. Ce n'est pas la grosse tête du leader qui s'impose, c'est nous.



Affiche de campagne de Bernie Sanders lors de la primaire démocrate, en 2020.

Je ne vois pas quel démon jacobin pourrait nous empêcher de construire une équipe. On a tellement renouvelé notre imaginaire des luttes et des mobilisations depuis 2016... Il n'y a qu'à voir Sophie Binet à la tête de la CGT, qui a réconcilié deux pans du syndicalisme, celui des cadres et celui des employés.

La seule fois où on a un peu essayé, c'était la gauche plurielle, et de mon point de vue, ça a cartonné. Bien sûr il y a des critiques à faire sur la période 1997-2002 – notre négligence pour le vote extrême droite notamment. Mais on était un collectif magnifique et si Jospin avait gagné en 2002, les huit candidats de gauche auraient formé ensemble un bon gouvernement.

Mais huit candidatures à gauche, c'était déjà trop en 2002, et aujourd'hui plus que jamais, la gauche ne pourrait pas accéder au second tour si elle partait divisée...

Bien sûr, dans un pays avec trois blocs électoraux, on ne peut pas partir désunis. Pour cela, il faut faire une équipe avec une répartition des rôles. Et il faut qu'un candidat ou une candidate soit désigné·e par un processus qui permette de fabriquer non pas un chef suprême avec une ligne hégémonique, mais un leader qui va devenir un chef d'équipe. Cela n'a jamais été fait. Même quand Hollande remporte la primaire en 2011, la logique à gauche était l'hégémonie.

N'êtes-vous pas résigné à l'idée qu'il y aura deux candidatures en 2027, une dite « sociale-démocrate » et une insoumise, avec ceux qui voudront bien rejoindre Jean-Luc Mélenchon ?

Il y a une alternative. C'est que le bloc central de la gauche, autour de Lucie Castets, Marine Tondelier, Clémentine Autain, François Ruffin et tous ceux qui veulent, s'agrège autour d'une figure qui aura la légitimité du collectif. Jean-Luc Mélenchon devra ensuite prendre ses responsabilités. J'ai toujours défendu – et cela m'a valu des problèmes – que La France insoumise (LFI) devait participer à cet arc de forces, Jean-Luc Mélenchon compris. Mais à la fin, on pourrait arriver à une situation où le seul qui ne veut pas en être, c'est lui.

Une candidature issue de ce bloc central de gauche est possible avec un PCF post-Roussel, un PS qui reste unitaire et se libère de ses démons sociaux-libéraux, des Écologistes qui continuent d'être cette courroie de transmission entre les deux gauches autour de Lucie Castets. Ils ont bien été capables de produire le Nouveau Front populaire et la Nupes dans des temps record. Ils peuvent donc construire une équipe pour 2027.

[Mathieu Dejean](#) et [Amélie Poinssot](#)